

*Questions orales**[Traduction]*

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, si le député cessait de se baser surtout sur un exemplaire à 25c. du *Star* de Toronto, je crois que ses questions seraient plus pertinentes.

Des voix: Oh, oh!

M. Stevens: Le fait est qu'il s'agit d'un accord signé. Comme le député le sait certainement, lorsqu'un accord a été signé avec Hyundai nous l'avons annoncé publiquement et nous en avons donné les grandes lignes.

M. Axworthy: Cependant, il n'était pas question alors de violer cet accord.

M. Stevens: Selon moi, cet accord se révélera être l'un des plus avantageux qu'aient signé le Québec et le gouvernement fédéral, afin d'encourager la fabrication d'un plus grand nombre d'automobiles au Québec.

Des voix: Bravo!

L'APPROBATION DE LA DÉCISION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Ce dernier n'ignore pas que si son gouvernement avait respecté l'entente initiale, il y aurait 10,000 à 15,000 emplois de plus au Canada. Le gouvernement a délié Hyundai de sa promesse. Le ministre est le seul à pouvoir appeler cela un marché avantageux.

Le ministre peut-il confirmer que la décision de libérer Hyundai de cet engagement a été prise en novembre dernier? Peut-il nous dire s'il l'a fait de son propre chef, étant donné qu'il n'a pas répondu à cette question, ou si cette décision a reçu l'approbation unanime du cabinet?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je peux assurer au député qui brandit des chiffres quant aux emplois qui auraient pu être créés, que l'entente conclue par l'ancien gouvernement avait le gros défaut de dire simplement: «Si vous importez pour tel montant, nous voulons que vous exportiez pour tel montant»...

M. Tobin: Aviez-vous l'autorisation du conseil des ministres? Oui ou non?

M. Stevens: ... ces chiffres n'avaient aucun rapport avec la création d'emplois. Nous croyons beaucoup plus important d'évaluer le nombre d'emplois créés. C'est ce que nous avons fait.

M. Gauthier: Répondez à la question.

L'APPROVISIONNEMENT EN PIÈCES DE HYUNDAI

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, la Chambre n'ignore pas que le ministre n'a pas répondu à une seule question la semaine dernière. Il n'a pas répondu à une seule question sérieuse...

M. Hnatyshyn: Règlement. Un peu de discipline.

M. le Président: A l'ordre.

M. Broadbent: Je voudrais demander...

M. le Président: A l'ordre. Contentez-vous de poser une question.

M. Broadbent: Monsieur le Président, comme l'entente que le ministre a rompue de son propre chef aurait obligé cette firme à dépenser 300 millions de dollars au Canada ce qui, comme le gouvernement le reconnaîtra, aurait permis de créer quelques emplois, que la firme en question a été déliée de sa promesse, et qu'elle ne vend pas une seule automobile au Japon, tandis qu'elle y dépense des centaines de millions de dollars...

M. le Président: A l'ordre.

M. Broadbent: Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas obtenu d'Hyundai l'engagement exprès d'acheter pour 300 millions de dollars de pièces au Canada?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, si je peux en revenir aux réponses que j'ai déjà données, nous avons tenu des négociations grâce auxquelles la construction d'une usine d'automobiles a été entreprise au Québec. Non seulement cela va créer des emplois, comme je l'ai déjà dit, mais Hyundai va s'approvisionner en grande partie sur place dans le but de bénéficier des dispositions du pacte de l'automobile. En réalité, les termes de l'accord montrent parfaitement que cette approche créera beaucoup plus d'emplois que l'ancienne. Nous obtenons les mêmes avantages qu'avec l'ancienne entente, mais nous sommes plus certains d'obtenir des emplois. Voilà ce que croit le gouvernement.

● (1425)

L'AVENIR DE L'USINE DE FABRICATION D'AUTOMOBILES DE SAINTE-THÉRÈSE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, comme General Motors, Chrysler et Ford ont répondu aux exigences bien précises du Pacte de l'automobile pour pouvoir investir au Canada et qu'une de ces compagnies, General Motors, songe à investir au Québec, mais qu'elle a vu d'un très mauvais oeil le gouvernement faire des largesses à Hyundai, le gouvernement va-t-il accepter la responsabilité de la perte potentielle des 4,000 emplois qui existent actuellement à Sainte-Thérèse simplement parce qu'il aura tenté un gros coup en incitant Hyundai à s'établir chez-nous?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le chef du...

M. Broadbent: Avez-vous parlé récemment aux représentants de GM?

M. Stevens: Le chef du NPD a fait une réflexion regrettable au sujet des choses très positives qui se passent actuellement au Québec dans le secteur de l'automobile. Il m'a demandé si j'avais parlé récemment aux représentants de GM. En effet, j'ai parlé récemment à George Peeples, de GM, et contrairement à ce que dit le député, M. Peeples trouve très encourageant ce qui se passe à Sainte-Thérèse et espère que des mesures positives seront annoncées en temps voulu. J'aimerais que le député d'Oshawa fasse preuve d'une attitude un peu moins négative au sujet de cette usine.